



---

**Point presse du 12 juin 2019**

**Propositions du G5 Santé**

**Yves L'Epine, Président du G5 Santé, Directeur Général de Guerbet  
Denis Delval, Président Directeur Général du LFB  
Eric Ducournau, Directeur Général du Groupe Pierre Fabre  
Olivier Laureau, Président du Groupe Servier**

## Pourquoi cette étude ?

---

- **Mesurer par un cabinet d'experts indépendants et reconnus (BIPE):**
  - i) l'impact de la politique suivie depuis 2010 sur l'économie,
  - ii) la contribution des entreprises du G5 Santé à l'économie française
- **Après des années de régulation forte des dépenses de santé pesant sur les entreprises, la France ne paraît plus être un grand pays d'industries de santé, et recule par rapport aux pays voisins**
- **Le G5 Santé s'alarme des signaux inquiétants sur le recul industriel de la France, la perte de chance économique et sociale, ainsi que sur les problèmes d'indépendance sanitaire qui en découlent**
- **Ce constat, parfois surprenant et souvent inquiétant, montre aussi qu'il n'est pas trop tard et ouvre des pistes d'actions possibles pour ce secteur, reconnu comme stratégique pour la nation**



# Synthèse des travaux du BIPE

Marie-Laetitia Des Robert  
Patrick Bertin

# L'EFFET DE LA RÉGULATION SUR LES INDUSTRIES DE SANTÉ ET SUR LA CONTRIBUTION ÉCONOMIQUE DU G5 EN FRANCE

Conférence de presse du 12 juin 2019

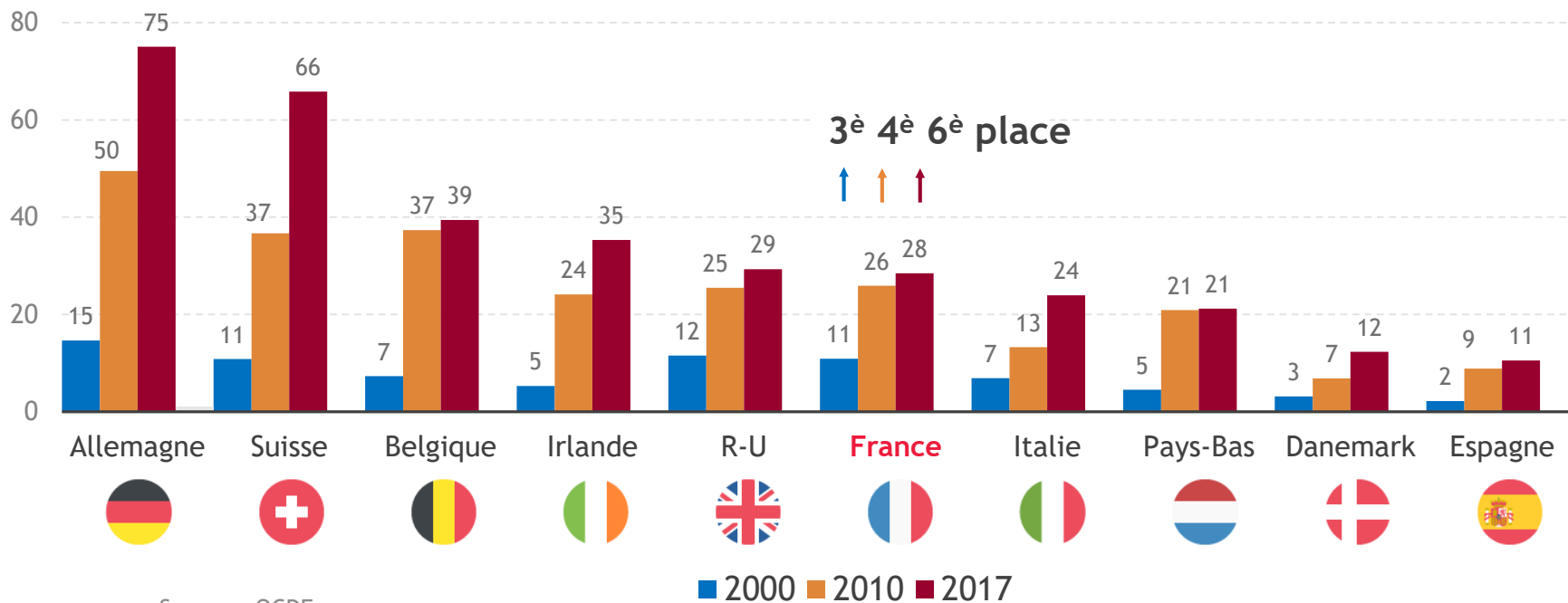


## SOMMAIRE

- La place de la France dans l'industrie de santé et la régulation\_\_\_\_2
- Le G5, une forte contribution à la richesse de la France, nettement freinée par la régulation\_\_\_\_\_10
- Annexes\_\_\_\_\_19

# EXPORTATIONS : LA FRANCE PERD DU TERRAIN

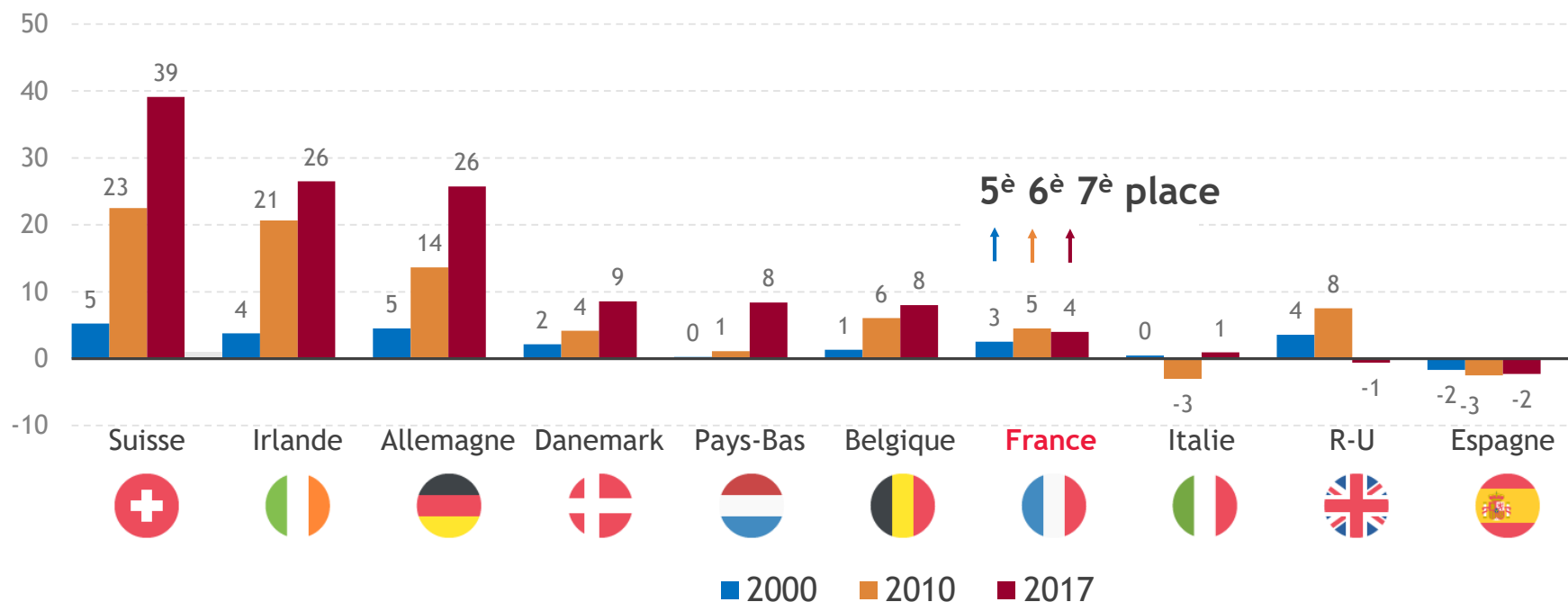
Exportations pharmaceutiques entre 2000 et 2017 en Mds€



Alors que la France était souvent citée comme leader avant 2000, les exportations françaises de médicaments ont peu progressé depuis 2010 (+2 Mds€). Dans le même temps, les exportations de médicaments de l'Allemagne et de la Suisse ont augmenté respectivement de 25 et 29 Mds€, celles de l'Italie de 11 Mds€. La France a perdu du terrain par rapport à bon nombre de pays européens.

# BALANCE COMMERCIALE : LA FRANCE RECULE DEPUIS 2010 ET RÉGRESSE AU 7<sup>ÈME</sup> RANG

Balance commerciale pharmaceutique entre 2000 et 2017 en Mds€



La balance commerciale pharmaceutique française s'est dégradée depuis 2010. La France est le seul pays à avoir connu cette baisse (avec le Royaume-Uni). Elle recule dans le palmarès européen.

# PRODUCTION PHARMACEUTIQUE : LA FRANCE STAGNE ET PERD DU TERRAIN SUR LES AUTRES PAYS

**France** : production en stagnation depuis 2010

- Faible progression du marché intérieur en CA brut (et stagnation en CA net de remises)
- Légère diminution de la balance (= sorties - entrées)

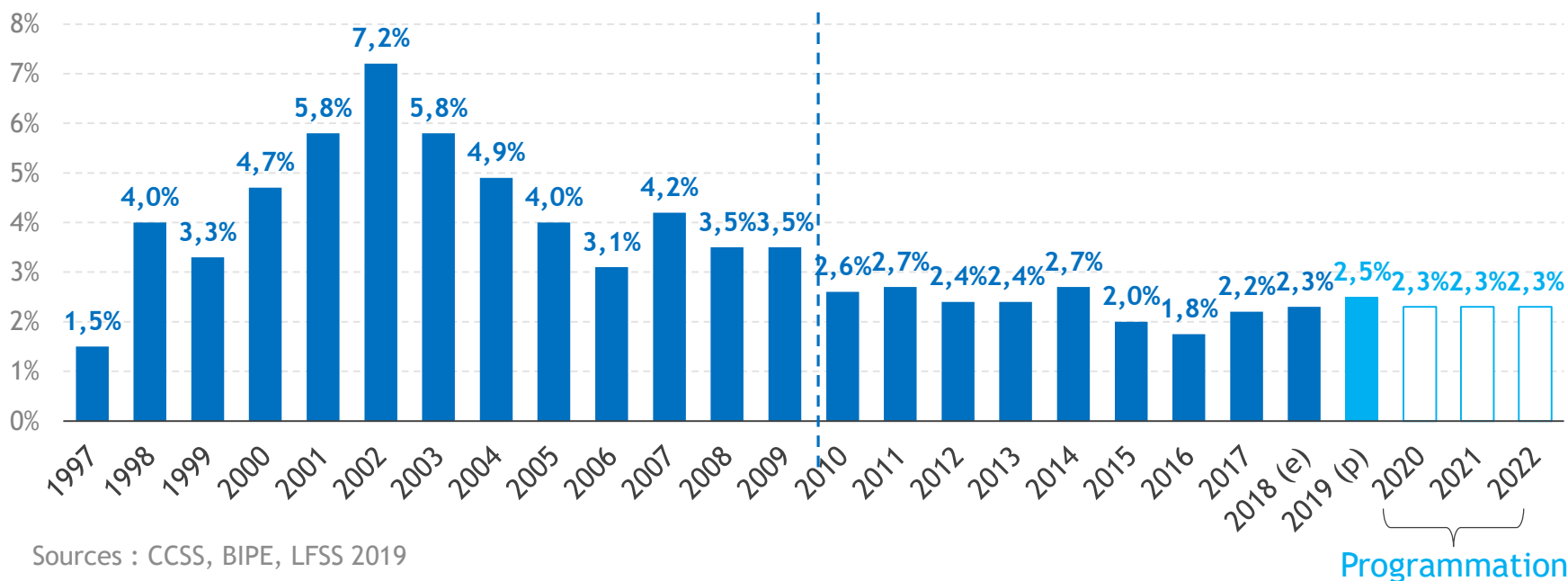
C'est l'inverse pour la production **de nombreux pays européens**. Notamment Allemagne, Italie, Suisse, qui combinent hausse du marché intérieur et hausse de la balance. Dans d'autres pays comme l'Irlande ou le Danemark, la production est tirée par l'exportation.

La stagnation de la production pharmaceutique française en valeur depuis 2010 est confirmée par les chiffres INSEE (+1% en 6 ans soit 0,2% par an). Au contraire, beaucoup d'autres pays sont en progression. Et notamment ceux qui combinent le double effet de la hausse de leur marché intérieur et de l'amélioration de leur balance commerciale du médicament (slide précédent), en particulier l'Allemagne, l'Italie, la Suisse. Mais aussi l'Irlande et le Danemark via l'export.



# LA RÉGULATION S'EST FORTEMENT ACCENTUÉE DEPUIS 2010

## Évolution des dépenses totales dans le champ de l'ONDAM



La régulation des dépenses de santé par l'Objectif National de Dépenses d'Assurance-Maladie (ONDAM) s'est très fortement accentuée depuis 2010. Le médicament a représenté près de 60% des économies réelles (hors transferts) sur 2010-2019 alors qu'il ne représente que 15% des dépenses du champ de l'ONDAM.

Le reste des économies touche notamment l'hôpital.

# LE CALCUL OFFICIEL CONFIRME UNE RÉGULATION MASSIVEMENT CONCENTRÉE SUR LES PRODUITS DE SANTÉ, EN AMBULATOIRE

Soins de ville : économies par postes de soins entre 2010 et 2017

	Dépenses 2010	Dépenses 2017	Différence en niveau	<u>dont</u> hausses de tarifs	<u>dont</u> économies	Part dans les économies
<b>Prestations de ville</b>	<b>72 480</b>	<b>84 625</b>	<b>12 145</b>	<b>2 925</b>	<b>9 465</b>	<b>100%</b>
Honoraires médicaux	19 100	22 710	3 610	1 755	685 (radiologie)	7%
Honoraires paramédicaux	8 820	12 340	3 520	400	0	0%
Biologie	3 395	3 510	115	5	550	6%
Transports	3 520	4 610	1 090	345	55	1%
<b>Médicaments</b>	<b>22 155</b>	<b>22 505</b>	<b>350</b>	<b>205</b>	<b>7 310</b>	<b>77%</b>
<b>Dispositifs médicaux</b>	<b>4 860</b>	<b>6 835</b>	<b>1 975</b>	<b>40</b>	<b>550</b>	<b>6%</b>
Indemnités journalières	10 010	11 280	1 270	70	315	3%
Autres	620	835	215	105	0	0%

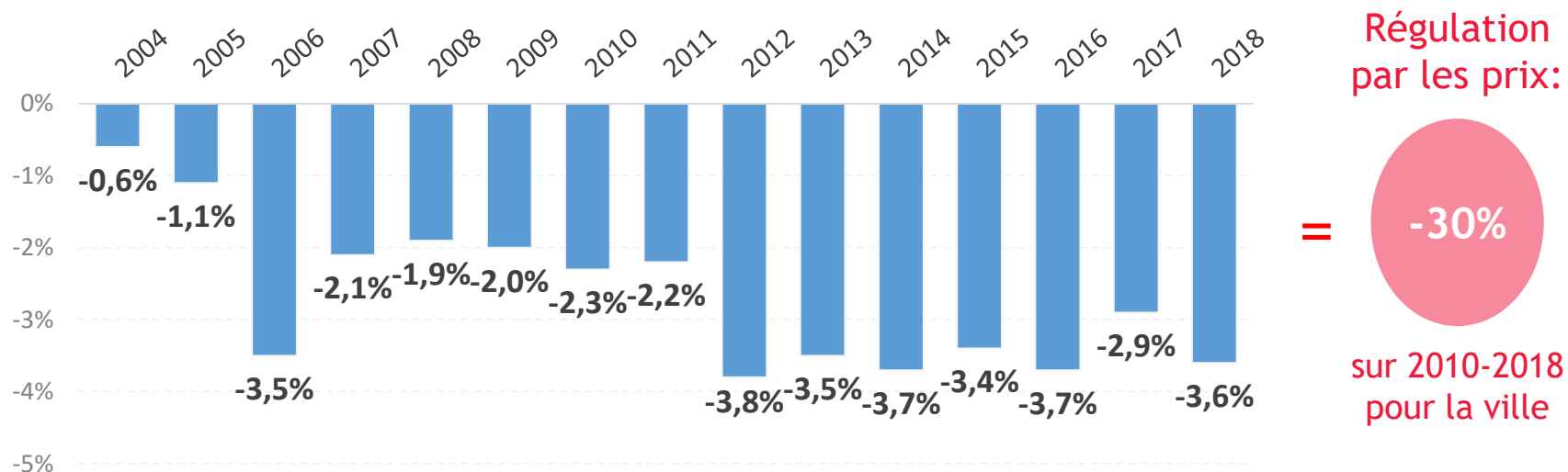
Source : rapport CCSS juin 2018

Sur 2010-2017, selon la Direction de la Sécurité sociale, pour les soins de ville, le médicament a représenté 77% des économies (83% en incluant les dispositifs médicaux).

Parmi le reste des économies, celles venant des actes de biologie (6% du total) se répercutent sur les fabricants de diagnostics. Les industries de santé, soumises à la concurrence internationale, portent en France l'essentiel du poids de la régulation.

# LA RÉGULATION PAR LES PRIX EST MAJEURE ET SON EFFET CUMULÉ EST MASSIF

Effet des baisses de prix sur l'évolution du marché remboursable, en prix industriel



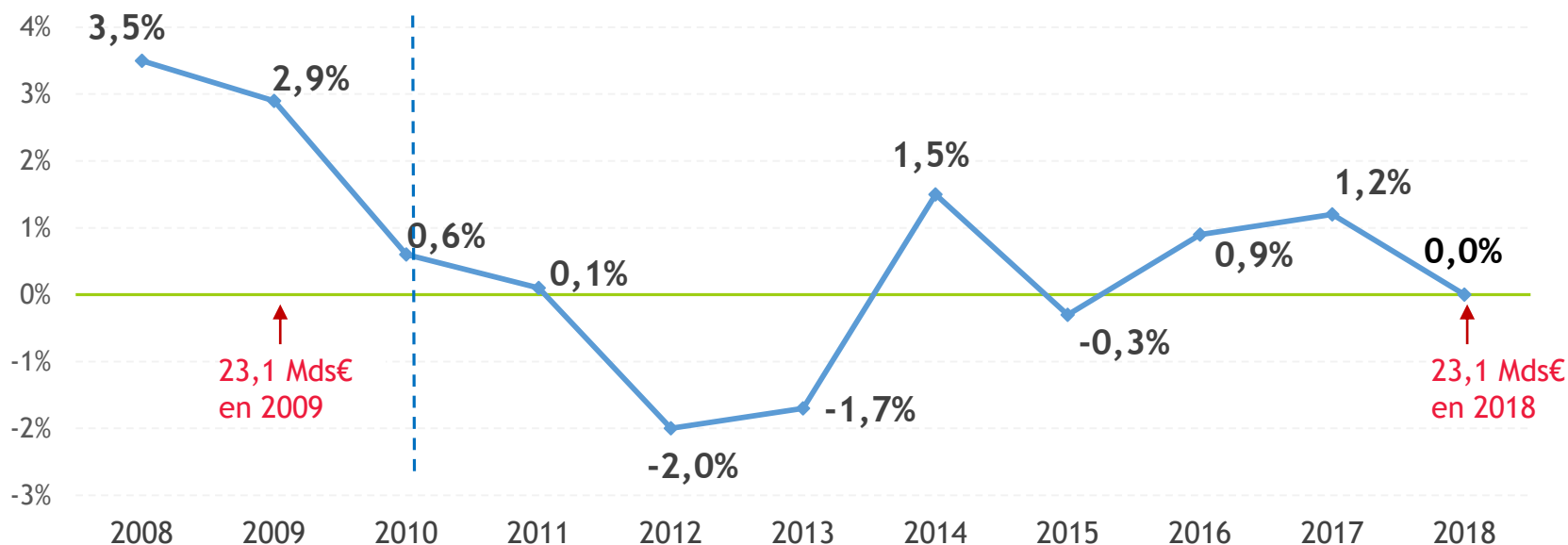
Source : calcul BIPE sur données GERS

La régulation des dépenses depuis plus de 10 ans passe très majoritairement par des baisses de prix de médicaments, ce qui crée un effet cumulé massif. Cet effet est de -30% sur 2010-2018 pour la ville.

Les conséquences sont négatives à l'exportation, et plus largement à l'international (système du prix de référence du pays source, marché parallèle, délocalisations).

# MARCHÉ DU MÉDICAMENT EN FRANCE 2010-2018 : CROISSANCE MOYENNE ZÉRO SUR 9 ANNÉES

Chiffre d'affaires réglé du médicament (ville + hôpital) net de reversements (\*)



(\*) reversements = remises produits + remises ATU + clauses de sauvegarde

Source : calcul BIPE sur données GERS, 2017 rectifié et 2018 estimé

La régulation des dépenses de santé en France a entraîné une stagnation du marché intérieur du médicament en moyenne depuis 2010, contrecarrant l'évolution spontanée des dépenses à la hausse.

Le secteur est même en recul en termes réels sur 2010-2018 puisque l'inflation générale a été de +9,5% sur la période.

## SOMMAIRE

- La place de la France dans l'industrie de santé et la régulation\_\_\_\_2
- Le G5, une forte contribution à la richesse de la France, nettement freinée par régulation \_\_\_\_\_10
- Annexes\_\_\_\_\_19

# LE G5 EN FRANCE : UN FLEURON INDUSTRIEL FORTEMENT CONTRIBUTEUR AUX GRANDS DÉFIS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE



**L'emploi** du G5 en France :  
42 100 dans l'industrie de santé  
en 2018



**40% des emplois de production**  
de l'industrie pharmaceutique  
française

**3,5 Mds€ d'investissements  
industriels en 5 ans**



**Près de 3 Mds€ de recherche**  
réalisée en France en 2017,  
soit près des trois quarts de  
l'effort de recherche des  
secteurs médicaments +  
diagnostics (estimation)



**Balance commerciale : un excédent**  
de 10,4 Mds€ en 2018 pour le G5, soit  
à lui seul, 140 % de la balance  
commerciale française « médicaments  
+ diagnostics » (+7,4 Mds€)




Source : BIPE sur données G5 et Douanes

Dans un contexte de désindustrialisation, la contribution du G5 à l'emploi et à la production industrielle en France au sein de l'ensemble du territoire est essentielle. **Sans le G5, la dépense de recherche serait faible et la balance commerciale déficitaire.**

# LE G5 : DES ENTREPRISES FRANÇAISES INTERNATIONALISÉES RESTÉES FORTEMENT IMPLANTÉES EN FRANCE

Les entreprises du G5, c'est :

 **17%** du marché ville + hôpital du médicament en France en 2018  
**10%** pour les diagnostics

Cette part de marché est très inférieure à l'implantation économique du G5 en France :

 **10%** du CA mondial des entreprises du G5

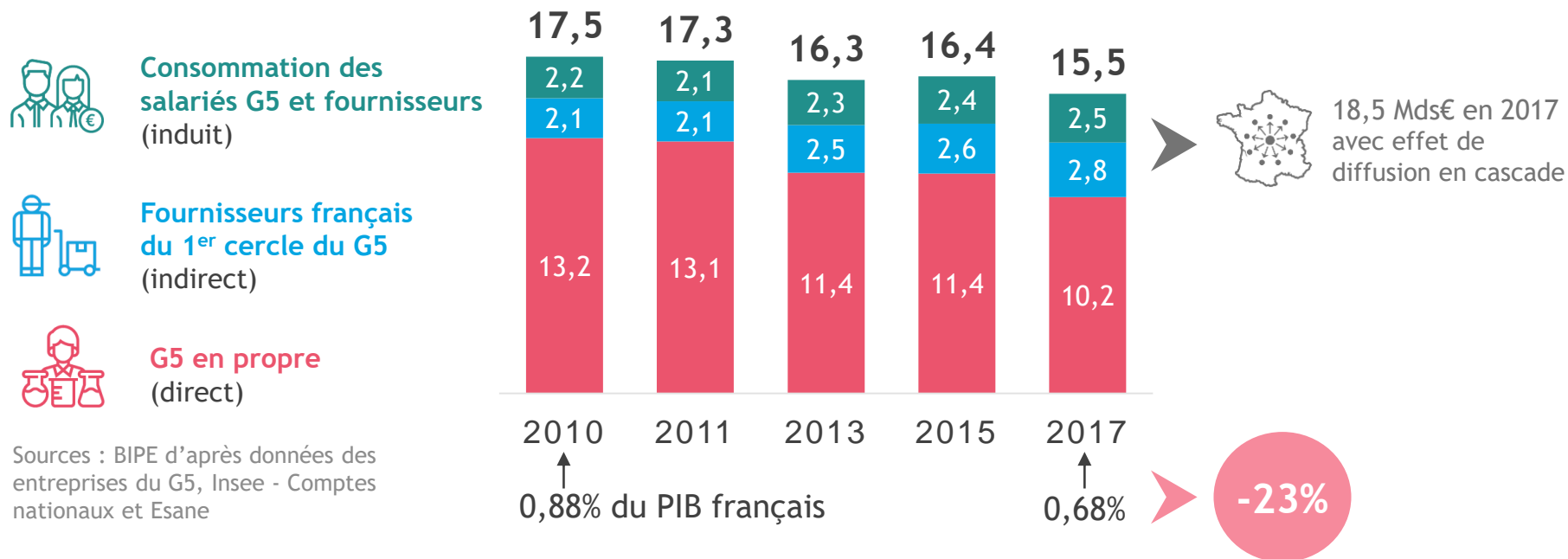
 **30%** de l'emploi mondial du G5

 **plus de 40%** de la recherche mondiale du G5

Les entreprises du G5 ont fait le choix de maintenir une implantation industrielle et de recherche fortement localisée en France.

# LE G5 A GÉNÉRÉ 15,5 MDS€ DE PIB EN 2017, MAIS AVEC -23% DE CONTRIBUTION À LA RICHESSE EN 7 ANS

Contribution au PIB dont le G5 est directement responsable (en Mds€)



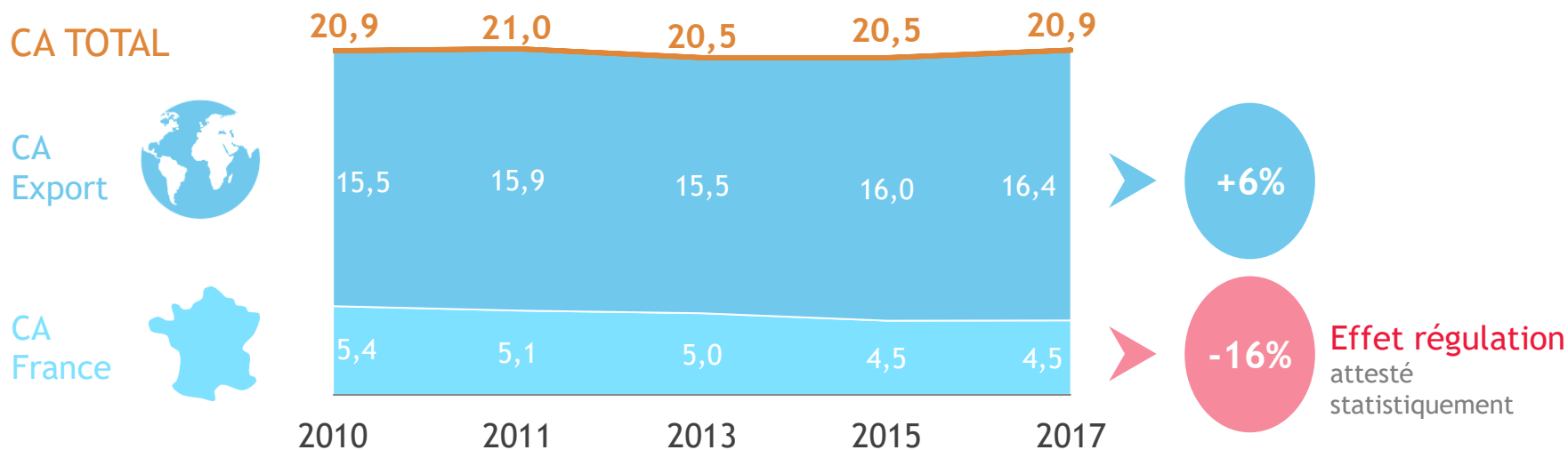
Sources : BIPE d'après données des entreprises du G5, Insee - Comptes nationaux et Esane

Le G5 entraîne dans son sillon un ensemble d'entreprises fournisseurs ou sous-traitantes. Cette activité s'assortit du versement de rémunérations générant à leur tour des dépenses de consommation. L'activité économique impulsée par le G5 au sein de son premier cercle a représenté un apport de 15,5 Mds€ au PIB de la France, soit 0,68% de la richesse créée en France. Cet effet économique a même atteint 18,5 Mds€ en tenant compte de la cascade des effets de diffusion, de fournisseurs en fournisseurs.



# LA CONTRIBUTION DU G5 AU PIB EST FREINÉE PAR LA RÉGULATION MAIS SOUTENUE PAR L'EXPORT

Décomposition du chiffre d'affaires des entreprises du G5 (en Mds€)

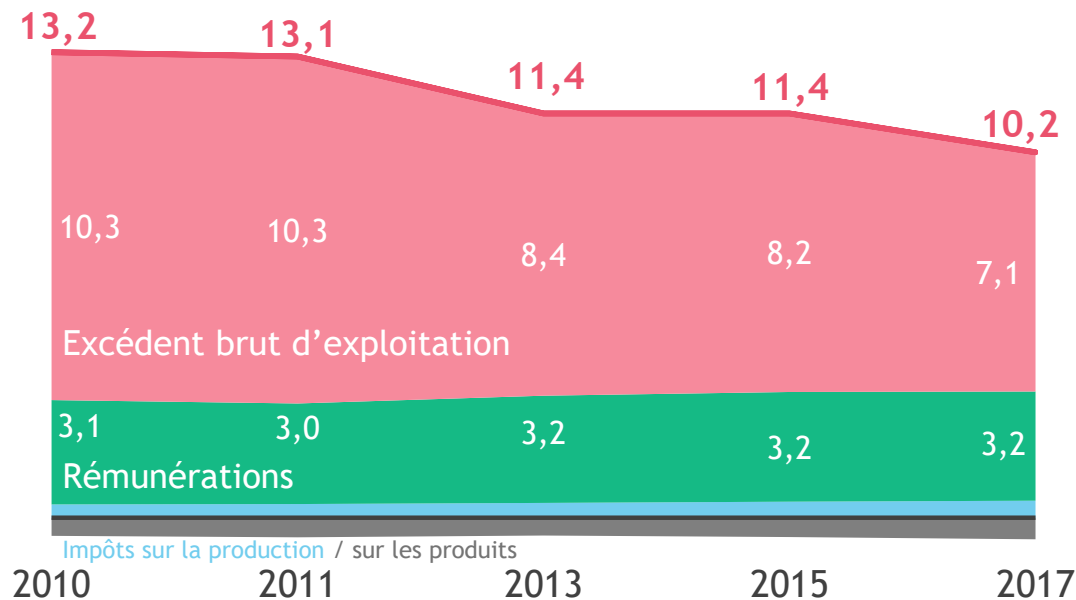


Source : BIPE sur données G5

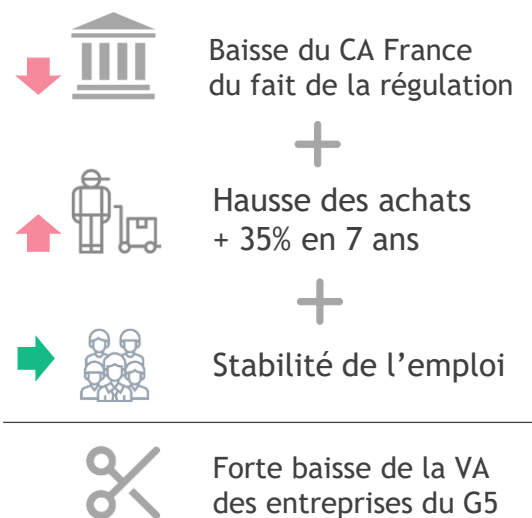
La performance des entreprises du G5 tient en particulier au dynamisme des exportations (78% du CA réalisé par les entités françaises du G5 en 2017). La France bénéficie pleinement de la bonne santé des exportations du G5 grâce à l'implantation française des entreprises du G5, mais aussi grâce aux achats réalisés auprès de fournisseurs présents à 55% sur le territoire français. Au final, 1 Md€ d'export génère 0,4 Md€ de PIB (à même structure de charges, hors effet hausse du taux d'utilisation des capacités). Si les exportations sont en augmentation de 6% en 7 ans, le CA France a quant à lui, chuté de 16%.

# LA RÉGULATION ET LES CHARGES ONT PROGRESSÉ PESANT SUR L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE DES ENTREPRISES DU G5

Décomposition de la valeur ajoutée au sens du PIB des entreprises du G5 (en Mds€)



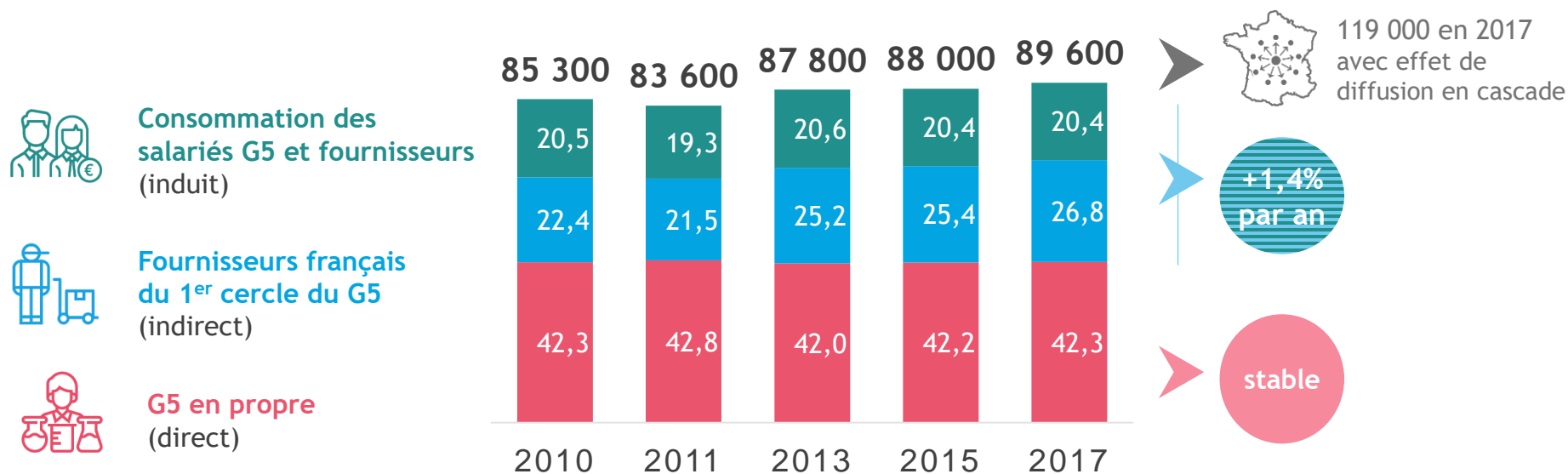
Source : BIPE sur données G5



Le modèle de production des entreprises du G5 est marqué par une hausse des achats depuis 2010 (+35% en 7 ans). Pour les entreprises du G5 qui ont maintenu leur emploi, l'effet de ciseaux est imparable : forte baisse du CA France du fait de la régulation d'une part, très forte hausse des achats d'autre part, le double effet se traduit par une baisse vertigineuse de la valeur ajoutée et avec elle de l'excédent brut d'exploitation des entreprises du G5.

# L'EMPLOI DU G5 MAINTENU MALGRÉ LES CONTRAINTES, UN EFFET EMPLOI CROISSANT GRÂCE AUX FOURNISSEURS

Contribution à l'emploi du G5 du premier cercle (effectifs)

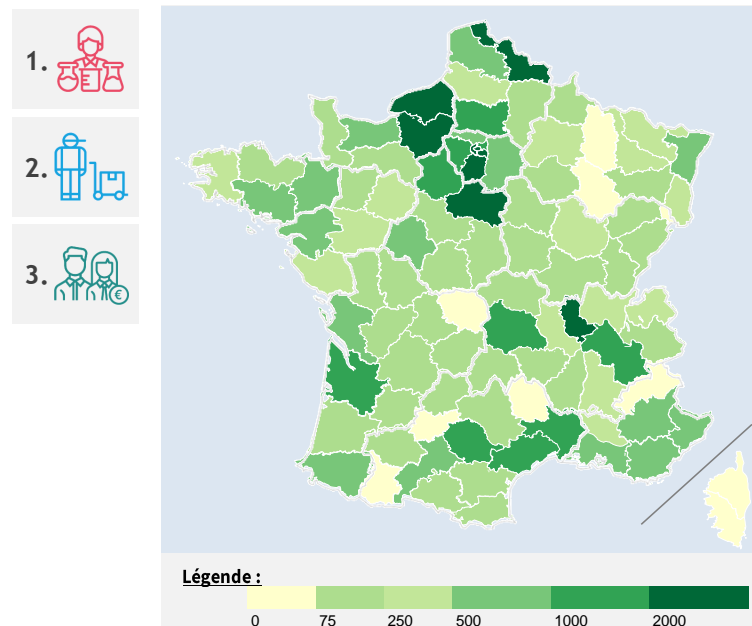
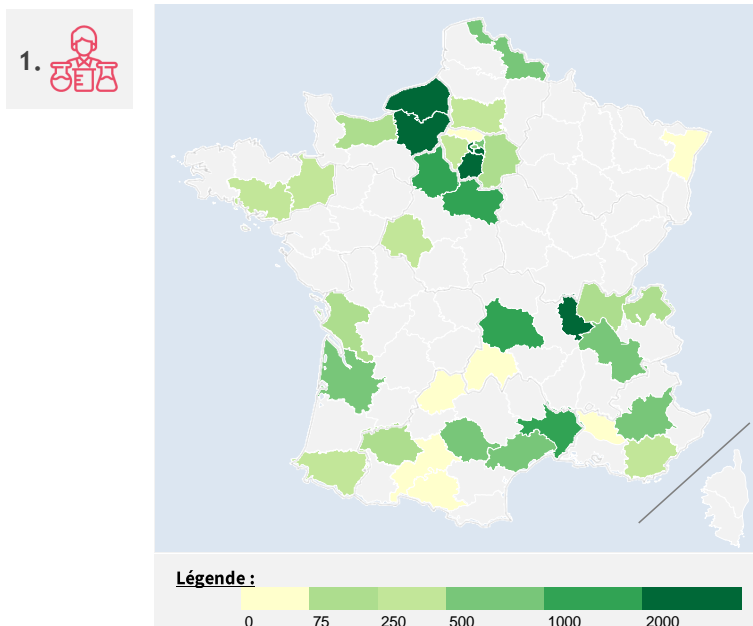


Sources : BIPE d'après données des entreprises du G5, Insee - Comptes nationaux et Esane

Malgré les contraintes, les entreprises du G5 ont fait le choix de maintenir l'emploi en France (42 300 personnes en 2017, autant qu'en 2010). Avec l'effet d'entraînement via les investissements et les achats des fournisseurs du premier cercle, cela représente au total 90 000 emplois en France (G5 inclus) en 2017, portés même à près de 120 000 emplois au sein de l'ensemble de l'économie par les effets de diffusion en cascade.

# FORTE PRÉSENCE LOCALE DU G5 FAISANT BÉNÉFICIER TOUT LE TERRITOIRE NATIONAL

Répartition de l'emploi du G5 (1) et modélisation de la présence de leurs fournisseurs et des emplois liés aux dépenses des salariés (1+2+3) en 2017



Sources : BIPE d'après données des entreprises du G5, Insee - Comptes nationaux et Esane

Autre point remarquable, la contribution économique et sociale des entreprises du G5 se distingue par sa large diffusion sur l'ensemble du territoire français. Le G5 compte 107 sites dont 52 en production répartis dans 36 départements. Mais surtout, grâce aux achats, le dynamisme économique du G5 se diffuse à tout le territoire national; l'effet multiplicateur sur l'emploi bénéficie à l'ensemble du territoire français.

# LE G5 : DES ENTREPRISES RESPONSABLES MAIS EXPOSÉES

## Evolutions sectorielles sur la période 2010-2016 (prix courants)

L'évolution est calculée sur le cumul des 6 ans (2016 versus 2010)

	(Poids relatif des secteurs)	Production	Excédent brut d'exploitation	Emplois
Industrie, dont :	(100)	+4,4%	30,4%	-5,6%
Industrie automobile	(6,5)	+2,3%	25,8%	-21,1%
Aéronautique (et autres)	(7,7)	+57,5%	24,8%	7,4%
Textiles, industrie du cuir	(1,8)	+2,7%	62,9%	-13,3%
Industrie chimique	(7,0)	+4,8%	52,5%	-0,1%
Industrie pharmaceutique	(2,8)	+1,1%	0,1%	-6,0%
<i>Entreprises du G5 (2010-2017)</i>		<b>+0,2%</b>	<b>-31,2%</b>	<b>0,4%</b>
Construction	(29,9)	+2,8%	20,3%	-8,5%

Source : INSEE, Comptes nationaux, 2017, BIPE sur données G5

Contrairement à l'ensemble des secteurs industriels, les entreprises du G5 sont les seules à avoir maintenu l'emploi alors que la production a stagné et que l'EBE s'est contracté sur la période. Les entreprises du G5 ont *in fine* un modèle économique tout à fait atypique d'entreprises responsables sous contrainte de la régulation, porté par les exportations. La soutenabilité de ce « modèle » est directement dépendant du maintien de la performance des exportations.

# QUELLE CONTRIBUTION DU G5 À L'AVENIR ?

## Scénario à risque



La contrainte de la régulation devrait rester durablement forte



Comment les entreprises du G5 se comporteront-elles à l'export dans un contexte de modification de la structure du marché avec la progression des biotechnologies ?



Une baisse de pénétration à l'export accélérerait la rupture des équilibres contraints (l'effet ciseaux)



Les entreprises du G5 pourraient alors devoir changer de cap stratégique ou d'organisation industrielle malgré leur stature



Dans un tel scénario, l'effet multiplicateur d'emploi jouerait alors négativement : certains emplois du G5 et avec eux de leurs fournisseurs s'avèreraient menacés

## Scénario vertueux

Une régulation de santé durablement forte : vers un retour à l'équilibre des dépenses publiques

Renforcement de la performance à l'export pour équilibrer l'incidence de la régulation sur le marché domestique

Poursuite des investissements de production et de R&D dans un contexte de maintien de l'attractivité de la France pour préserver le potentiel à venir

Résilience des entreprises du G5 grâce à leur stature internationale et maintien de la production en France

Maintien de l'emploi du G5 et de son effet multiplicateur sur celui des fournisseurs sur l'ensemble du territoire national

# Quels enseignements tirer de l'étude du BIPE ? 1/3

---

## Des résultats alarmants pour l'économie française :

- Alors que les industries de santé sont un secteur industriel reconnu comme stratégique
- La régulation des dépenses de santé depuis 2010 se fait au détriment :
  - des entreprises du G5 Santé:
    - décroissance du chiffre d'affaires net malgré la hausse des besoins et l'arrivée des innovations
    - involution forte de la profitabilité, mais maintien des emplois
  - de l'économie française:
    - fort recul de la place de la France dans l'Europe en production, exportation et balance commerciale
    - baisse de 23% de la contribution des entreprises du G5 Santé au PIB

## Quels enseignements tirer de l'étude du BIPE ? 2/3

---

**Malgré de très fortes contraintes, les dirigeants du G5 Santé ont continué de privilégier la France :**

- **Emploi :**
  - **Maintien de l'emploi direct et légère croissance des emplois induits**
- **R&D :**
  - **Le G5 concentre plus de 75% des investissements du secteur**
  - **Le secteur est 3ème derrière l'automobile et l'aéronautique**
- **Production :**
  - **Investissements industriels maintenus : 3,5 Milliards sur 5 ans**
- **Croissance des exportations du G5 santé**
  
- **Pour les entreprises du G5, la préférence de la France est démontrée :  
la France représente 10% de leur CA, 30% de leurs emplois, 40% de leur R&D**



## Quels enseignements tirer de l'étude du BIPE ? 3/3

---

**Mais après une quasi-décennie de très forte régulation, une limite est atteinte en 2018 et nécessite la mise en œuvre rapide de la politique industrielle annoncée par le gouvernement**

- Le BIPE montre que la politique de régulation a dégradé le profil de compétitivité de nos entreprises. Devant la perspective d'un marché local qui se rétrécit pour elles année après année, elles doivent pour beaucoup leur équilibre à la performance de leurs exportations. Désormais, le niveau du prix à l'export est une condition essentielle de leur vitalité et du maintien des emplois industriels
- La reprise d'un scénario vertueux n'est possible qu'avec un changement de la politique de régulation

# Le G5 appelle à la mise en œuvre de la politique industrielle annoncée par le Premier ministre

---

- Un gouvernement qui s'est montré à l'écoute :
  - Le discours du Premier ministre lors du CSIS 2018 est clair : *« L'objectif que je fixe à ce chantier est double : développer, bien plus fortement qu'aujourd'hui, la prise en compte des investissements ou de l'export dans la fixation du prix. Et se donner une meilleure capacité d'aligner les prix faciaux français sur les prix faciaux européens, sans surcoût pour l'assurance maladie. »*
- A ce jour, les impacts délétères pour le pays sur l'export, sur la balance commerciale, sur la croissance du PIB, sur l'emploi, de ces mesures de régulation des prix ne sont pas pris en compte
- Un nouvel accord cadre entre le Comité Economique des Produits de Santé (CEPS) et le Leem est en cours de négociation et va préciser les règles de l'accès au marché pour les 3 années qui viennent
- Sans nouvelle doctrine du gouvernement transmise au CEPS, le futur accord cadre aura les mêmes conséquences négatives sur le secteur et sur l'économie française

# Trois propositions pour enrayer le recul de la France

---

**Le G5 demande au gouvernement une mise en œuvre rapide de 3 mesures indispensables pour prendre concrètement en compte les investissements en R&D et en production dans les mécanismes d'accès au marché de tous les produits de santé**

1. **Fixer clairement au CEPS des objectifs nationaux de politique industrielle, d'emplois et de commerce extérieur :**
  - **au-delà de sa mission actuelle de régulation des dépenses d'assurance maladie seulement**
  - **objectifs actés dans le nouvel accord cadre en cours de négociation**
  - **Avec un bilan objectif des conséquences des décisions du CEPS, comme demandé par le Premier Ministre lors du CSIS**

# Trois propositions pour enrayer le recul de la France

---

**Le G5 demande au gouvernement une mise en œuvre rapide de 3 mesures indispensables pour prendre concrètement en compte les investissements en R&D et en production dans les mécanismes d'accès au marché de tous les produits de santé**

2. L'accord cadre actuel comporte un article 18 qui autorise à tenir compte des investissements en R&D et dans l'outil de production dans les conditions d'accès au marché
  - L'application actuelle est restreinte aux produits très innovants, essentiellement de biotechnologie
  - Mesure donc très peu utilisée et uniquement sur les conditions du prix (durée, remises...), car redondante avec les mesures en faveur des innovations
  - Le G5 demande une application effective à tous les investissements afin d'encourager le choix de la France comme territoire de recherche et de production de tous les produits de santé
  - Avec un impact sur les niveaux de prix et sur la révision des conditions de prix
  - Et un bilan chiffré au regard des orientations du gouvernement

# Trois propositions pour enrayer le recul de la France

---

**Le G5 demande au gouvernement une mise en œuvre rapide de 3 mesures indispensables pour prendre concrètement en compte les investissements en R&D et en production dans les mécanismes d'accès au marché de tous les produits de santé**

3. **Une nouvelle mesure pour favoriser les exportations et protéger les sites industriels qui exportent est indispensable :**
  - **Le Premier ministre l'a demandé**
  - **Il faut un nouvel article dédié dans le futur accord cadre, avec un regard du ministère du Commerce Extérieur**
  - **Le G5 propose un dispositif de prix facial « Export » et de remises pour les produits fortement exportés, sans surcoût pour l'assurance maladie**



5 ambitions  
françaises

---

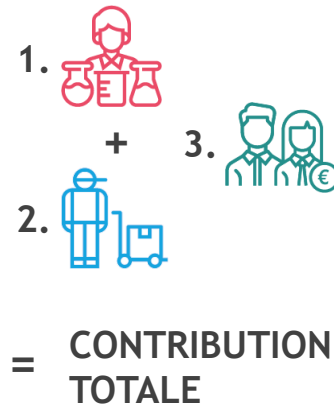
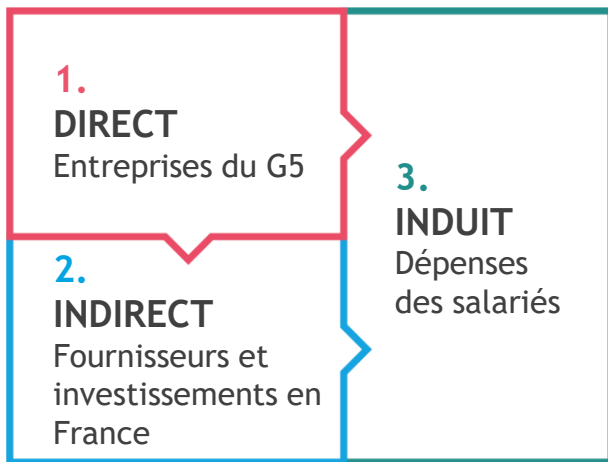
## Questions / Réponses

## SOMMAIRE

- La place de la France dans l'industrie de santé et la régulation\_\_\_\_2
- Le G5, une forte contribution à la richesse de la France, nettement freinée par la régulation \_\_\_\_\_10
- Annexes \_\_\_\_\_19

# UNE MESURE ROBUSTE DE LA CONTRIBUTION AU PIB ET À L'EMPLOI DU G5

## Contribution économique et sociale du G5



- Une méthode robuste s'inscrivant dans le référentiel international et académique (IMPLAN, RIMS-II) utilisée par les grandes instances (Comm Européenne, ONU, FAA,...)
- Périmètre de la mission : champ France, année 2010-2017, neutralisation des interco
- Récolte des données nécessaires auprès de chaque entreprise du G5

Calcul de valeur ajoutée au sens du PIB =  
EBE + Rémunérations + Impôts et taxes - subventions  
Estimation des emplois équivalents temps plein et effectifs



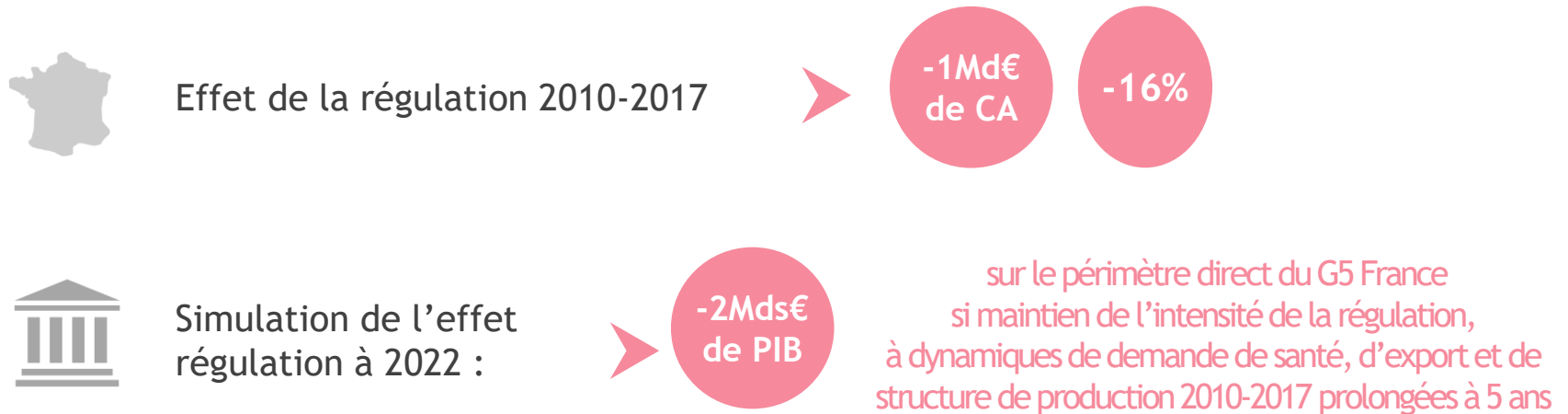
# DÉTAILS DES COMPOSANTES DE LA CONTRIBUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (CES®) EN 2010 ET 2017

	Poids en PIB (en %)	Production des branches (en euros)	Valeur ajoutée brute (PIB) (en euros)	Valeur ajoutée brute (B1g) (en euros)	Rémunérations des salariés (en euros)	Excédent Brut d'exploitation (en euros)	Impôts et taxes collectés (hors TVA) (en euros)	Effectif (nombre)	ETP (nombre)	Poids en ETP (en %)	
2017	Direct	71%	20 888 M€	13 242 M€	13 777 M€	3 089 M€	10 301 M€	396 M€	41 333	42 262	50%
	Indirect	15%	4 396 M€	2 057 M€	1 994 M€	1 149 M€	778 M€	90 M€	21 236	22 449	26%
	Induit	14%	4 007 M€	2 157 M€	1 927 M€	826 M€	944 M€	118 M€	19 340	20 542	24%
	<b>TOTAL</b>		<b>29 290 M€</b>	<b>17 456 M€</b>	<b>17 698 M€</b>	<b>5 064 M€</b>	<b>12 022 M€</b>	<b>603 M€</b>	<b>81 909</b>	<b>85 253</b>	
2010	Direct	71%	20 921 M€	10 182 M€	10 820 M€	3 234 M€	7 083 M€	506 M€	41 488	42 341	50%
	Indirect	20%	5 879 M€	2 832 M€	2 710 M€	1 615 M€	1 014 M€	135 M€	25 229	26 849	31%
	Induit	16%	4 568 M€	2 516 M€	2 237 M€	944 M€	1 091 M€	153 M€	19 164	20 427	24%
	<b>TOTAL</b>		<b>31 368 M€</b>	<b>15 530 M€</b>	<b>15 767 M€</b>	<b>5 792 M€</b>	<b>9 188 M€</b>	<b>793 M€</b>	<b>85 881</b>	<b>89 618</b>	

## Taux de croissance annuel moyen 2010-2017

	Poids en PIB (en %)	Production des branches (en euros)	Valeur ajoutée brute (PIB) (en euros)	Valeur ajoutée brute (B1g) (en euros)	Rémunérations des salariés (en euros)	Excédent Brut d'exploitation (en euros)	Impôts et taxes collectés (hors TVA) (en euros)	Effectif (nombre)	ETP (nombre)	Poids en ETP (en %)
Direct	72%	0,0%	-3,7%	-3,4%	0,7%	-5,2%	3,6%	0,1%	0,0%	50%
Indirect	15%	4,2%	4,7%	4,5%	5,0%	3,9%	6,0%	2,5%	2,6%	25%
Induit	13%	1,9%	2,2%	2,2%	1,9%	2,1%	3,8%	-0,1%	-0,1%	23%
<b>TOTAL</b>		<b>1,0%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-1,6%</b>	<b>1,9%</b>	<b>-3,8%</b>	<b>4,0%</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,7%</b>	

# UN IMPACT DE LA RÉGULATION TRÈS SIGNIFICATIF ET DURABLE



Malgré le dynamisme des entreprises du G5, la contribution au PIB du G5 baisse depuis 2010 : la régulation du secteur pèse fortement sur le chiffre d'affaires. L'approche statistique corrobore très nettement les analyses sectorielles sur ce point.

A moyen terme, si le niveau de régulation restait similaire à celui des dernières années, l'effet PIB des entreprises du G5 pourrait encore baisser de près de 2 Mds€ d'ici 5 ans (hors effets de seuil qui conduiraient les entreprises du G5 à fermer des unités de production par exemple).



43-47, Av.de la Grande Armée  
75116 Paris  
Office +33 1 58 36 04 30

---

**Patrick BERTIN**  
Conseiller scientifique  
patrick.bertin@bipe.fr

**Jacques MARQUAY**  
Senior Manager Santé  
jacques.marquay@bipe.fr

**Ahmed AIT KACI**  
Conseiller scientifique  
ahmed.ait-kaci@bipe.fr



leBIPE.com

**Marie-Laetitia des ROBERT**  
Senior Partner  
+33 6 75 14 95 23  
marie-laetitia.desrobert@bipe.fr

**Domitille de La TOUANNE**  
Consultante  
domitille.delatouanne@bipe.fr

**Nathalie LERIDON**  
Consultante Senior  
nathalie.leridon@bipe.fr

Powered by:

le **BIPE**

*Data driven strategist since 1958*